

## Consultation publique

### « Mise en oeuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses »

---

#### Réponse du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (ADN)

Septembre 2015

*Le Syndicat Mixte ADN est un établissement public créé en mars 2007 par le Conseil départemental de l'Ardèche, le Conseil départemental de la Drôme et la Région régionale Rhône-Alpes. Il porte le projet d'aménagement numérique sur les territoires de l'Ardèche et de la Drôme par la mise en place d'un réseau d'initiative publique de communications électroniques haut et très haut débit. 32 EPCI représentant 650 000 habitants l'ont rejoint en 2015 pour conduire le projet de déploiement du réseau de fibre à la maison (FTTH) pour tous les territoires en 10 ans.*

**Le Syndicat ADN remercie l'ARCEP de cette consultation publique qui lui permet d'exprimer sa position sur le sujet de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses**

*Dans le cadre de cette consultation publique, le Syndicat ADN s'associe naturellement à la contribution déposée par l'AVICCA dont il est membre.*

\*\*\*

**Le syndicat se réjouit de l'approche pragmatique de l'ARCEP pour préciser et assouplir la règle de complétude énoncée dans la décision n°2010-1312.** En effet, les premiers déploiements en zone rurale ou très rurale démontrent la nécessité d'un assouplissement pour ne pas freiner les projets d'initiative publique.

Il serait en effet dommageable que l'obligation de complétude conduise certains opérateurs ou collectivités « à ne pas engager la couverture de certaines zones, faute de visibilité sur la rentabilité économique des déploiements à proximité des locaux les plus isolés ».

Dans le cadre des opérations de priorisation que nous allons opérer dans les prochains mois, il est important que l'obligation de complétude ne soit pas un critère prépondérant au regard de l'intérêt de la stratégie d'aménagement numérique locale qui repose sur des critères de zones grises, mal couvertes en haut débit, ou de priorités économiques ou sociétales.

Le Syndicat a bien noté que cette consultation devrait aboutir à une recommandation et non à une réglementation. Il est en effet trop tôt pour définir précisément la notion de complétude sur des zones rurales ou très rurales où le retour d'expérience est quasi inexistant et où les positions des opérateurs d'opérateur comme des opérateurs usagers ne sont pas encore définies. De nouvelles adaptations seront à prévoir au fur et à mesure du retour d'expérience provenant des déploiements concrets.

L'ARCEP peut être assurée que la complétude restera l'une de nos préoccupations de par :

- La pression locale des citoyens et de leurs élus pour que le service soit disponible pour le plus grand nombre dès lors que les déploiements seront réalisés, d'autant plus que les collectivités locales participeront au financement du projet,
- La pression des opérateurs usagers pour que la plaque soit largement commercialisable dès lors qu'ils engageront des actions de communication. Il apparaît que le retour négatif sur une éligibilité soit une préoccupation forte des FAI au regard de leur image et de la bonne perception de leur service client,
- La complexité technique et financière d'une intervention spécifique (hors process de raccordement classique) pour réaliser la pose ultérieure du PBO avec la triple relation utilisateur final/opérateur usager, opérateur usager/opérateur d'opérateur et opérateur d'opérateur/collectivité.
- Le fait que la complétude sera un des éléments de l'obtention du statut de « zone fibrée » en cours de définition. Cependant pour les zones peu denses, cela ne doit pas signifier l'atteinte d'un taux de 100% de couverture à brève échéance. Il n'est donc pas nécessaire que l'ensemble des locaux de la zone soit raccordables pour l'obtention de ce statut ; par contre, l'opérateur de zone devrait devenir en quelque sorte responsable du « service universel » sur cette zone, c'est à dire pouvoir s'engager sur la fourniture d'une solution technique d'accès sur l'ensemble des locaux, compatible avec les délais de prévenance pour l'extinction du réseau cuivre.

**A noter que l'obtention du statut de zone fibrée, puis la programmation de l'extinction de ce réseau, améliorant localement l'économie du FTTH, permettra de rendre économiquement raccordables des locaux qui ne l'étaient pas.**

Le Syndicat ADN présente à l'ARCEP dans une annexe confidentielle les modalités qu'il compte mettre en œuvre techniquement lors du déploiement pour assurer le déploiement des PBO et des points d'attente pour les « raccordements sur demande ».

**Question n°1. Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?**

Le Point de Branchement Optique (PBO) doit correspondre à l'interface entre le déploiement du réseau principal sur le domaine public et le déploiement du raccordement dans le cadre d'un acte commercial qui implique l'opérateur usager et l'opérateur d'immeuble.

La réussite commerciale du réseau dépendra de la facilité de réalisation du raccordement par l'exploitant qui devra afficher un taux de réussite optimal tant pour la satisfaction de l'utilisateur final que de l'opérateur usager.

**La distance de raccordement, la nature des infrastructures supports utilisées et la qualité du piquetage initial devant qualifier ce raccordement, contribueront à cette réussite.**

Dans le cadre des marchés de travaux pour la réalisation de l'infrastructure de distribution, nous avons souhaité que :

- « - Un PBO devra se situer au maximum à une distance de 2 pas de chambre de l'adduction d'infrastructure de Domaine Privatif.
- Un PBO sera situé à une distance de moins de 100 m de la limite entre le domaine public et le domaine privé d'un Site Utilisateur Final. »

Tous les PBO ne pourront se situer à la distance souhaitée. D'après une modélisation réalisée sur une partie de notre territoire représentative de notre projet portant sur 15 000 prises, il apparaît que **seules 405 prises (soit 2,7%) seront au-delà de 100 mètres.**

**Enfin, sur notre périmètre, les raccordements seront effectués pour moitié en aérien et pour moitié en souterrain.**

**Question n°2. L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.**

Les trois scénarios exposés sont en effet possible, au regard de la stratégie de financement de l'infrastructure par l'opérateur d'immeuble et de son intérêt à commercialiser rapidement son infrastructure.

Si l'on considère que le coût du raccordement peut atteindre de 25 à 40 % du segment PM-DTIO, il peut y avoir une stratégie d'arbitrage entre une charge financière pour l'opérateur d'immeuble ou une charge différée et étalée dans le temps, qui sera ensuite partagée par l'opérateur usager et/ou l'utilisateur final et/ou le même opérateur d'immeuble.

On pourrait par exemple constater un opérateur d'immeuble qui déploierait rapidement un réseau pour occuper un territoire et montrer sa bonne volonté, favorisant la commercialisation dans les verticalités, tout en laissant les zones moins denses, pavillonnaires, avec des PBO éloignés et des frais de raccordement à la charge des utilisateurs finaux.

**Ce n'est pas le cas des projets publics, dont le seul intérêt est de apporter rapidement un service aux utilisateurs du territoire et d'alimenter leur modèle économique.**

Il est évident que l'ingénierie des réseaux doit être très proche d'un territoire à un autre pour uniformiser les stratégies commerciales des opérateurs usagers.

Il apparaît qu'il sera moins cher de ne déployer qu'un câble sur 100 mètres avec la pose d'un boîtier en intersection que de déployer deux câbles en parallèle (du simple au double). Par ailleurs, sur infrastructure aérienne, il sera plus viable de ne poser qu'un seul câble pour optimiser l'utilisation de l'infrastructure.

Toutefois la topologie des infrastructures support ne permettra peut-être pas de réaliser ce cheminement commun dès le déploiement initial. Il s'agira donc de conserver de la souplesse dans l'appréciation de ce positionnement.

**Question n°3. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.**

Les projets publics visent à assurer la péréquation optimale sur leur territoire en proposant un tarif de raccordement le plus largement péréqué pour éviter, d'une part, la multiplication des lignes tarifaires et, d'autre part, des tarifs sur devis, source de perte de temps ou de non-qualité entre opérateur usager et opérateur d'immeuble.

Cette péréquation doit pouvoir être assurée au sein du projet public (la collectivité et son éventuel exploitant) pour garantir une homogénéité des coûts.

L'attention de l'ARCEP est attirée sur ce point lors des travaux à venir sur la tarification de l'accès aux réseaux en fibre optique jusqu'à la borne que ce soit dans le cadre d'un modèle de type « frais d'accès au service » ou de modèle de tarification de type « droits de suite ».

Il n'en reste pas moins que les sites qualifiés de très isolés ou sujets à difficultés techniques particulières resteront en raccordement sur devis.

Trois grandes options se présentent :

- La collectivité opérateur d'immeuble évite au maximum dans le déploiement initial les situations de « raccordements sur demande » en intégrant leur coût dans un coût moyen pondéré bi-départemental de raccordement, à faire supporter par les opérateurs usagers lors de chaque raccordement,
- L'opérateur d'immeuble prévoit une enveloppe spécifique pour financer seul les « raccordements sur demande » et ne laisse à l'opérateur usager que les coûts de raccordement court. Cela revient donc à un financement public différé,
- L'opérateur usager reporte l'intégralité du coût sur l'utilisateur final avec la proposition d'une participation financière rétributoire qui ne formulera donc pas de demande de raccordement mais qui saura interpeller les acteurs publics locaux.

**Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?**

**Question n°5. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.**

Les projets publics visent bien évidemment « une cible finale à terme de 100% de logement ou locaux professionnels raccordables au FttH » dans des délais raisonnables, d'autant plus que la perspective de déclenchement du dispositif « zone fibrée » et de l'arrêt des services cuivre contribuera à l'amélioration du modèle économique du projet par une bascule de l'intégralité des services sur l'infrastructure publique en fibre.

Le taux de non-complétude pourrait être au plus de 10 à 15%, ce qui est aujourd'hui le taux constaté sur des déploiements en zones urbaines ou péri-urbaines.

La fixation d'un seuil réglementaire maximal de logements « raccordables sur demande » permettrait d'éviter des dérives et une compétition faussée entre primo-investisseurs sur une même zone. Il devrait être fixé de manière étagée suivant la granularité, afin de prendre en compte les diversités de situation, sans toutefois contraindre le zonage souhaité par la collectivité. Ce pourrait être sur un même territoire : 97% min pour 5 000 lignes dont 90% min pour chaque poche de 1 000 lignes dont 85 % min pour chaque poche de 300 lignes.

Comme l'indique l'AVICCA, la réglementation pourrait différencier clairement les obligations de complétude suivant l'économie réelle du déploiement :

- une obligation stricte pour les zones dont le coût correspond à la valeur de référence de la zone où s'exercent les initiatives privées ;
- une obligation proportionnée dans les autres zones, avec éventuellement un taux maximum national de locaux non raccordables.

**Question n°6. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.**

Concernant le délai de mise à disposition d'un PBO, dans le cas des raccordements « sur demande », un maximum de trois mois paraît concilier des contraintes industrielles et un effet non dissuasif sur le client final.

**Question n°7. Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.**

L'identification et la communication des locaux raccordables sur demande aux opérateurs et collectivités concernées est nécessaire. Il est proposé que ceci soit effectif dans le cadre de la consultation préalable en amont du déploiement.

Nous constatons sur notre territoire que les obligations réglementaires de consultation préalable des collectivités concernées ne sont pas aujourd'hui assurées par les opérateurs privés, et demandons que le régulateur intervienne sur les cas signalés de non-respect.

**Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.**

Dans le cadre de notre projet, les priorisations de déploiement seront effectuées en relation avec les élus locaux pour le périmètre de déploiement initial (zone de PM) qui devra répondre à des priorisations d'ordre sociétal (traitement des foyers en zone grise <4 Mbps) ou économique (traitement des entreprises, professionnels, services publics).

Pour les territoires les plus ruraux, le taux de résidences secondaires peut atteindre plus de 50 %. Cela signifie qu'une maison sur deux n'est pas habitée. Dans ces territoires, les élus nous ont déjà indiqué leur souhait de définir en amont, puis de participer ensuite aux arbitrages, pour cibler les prises « raccordables sur demande » au regard d'une plus grande efficacité de l'investissement public.

Il s'agirait de traiter prioritairement des maisons habitées, notamment par des foyers en forte appétence. En tout état de cause, le dimensionnement de l'infrastructure prendra en compte la totalité des prises. La marge d'appréciation restera uniquement la pose du PBO pour les sites les plus éloignés et d'intérêt moindre.

Il s'agira bien pour nous de définir une règle la plus objective, reproductible, et garante d'un traitement équitable des territoires et des utilisateurs finaux. Le critère topographique ne peut suffire à établir cette règle.

\*\*\*